
Cercle Orion

Club politique et d'influence indépendant



POUR UNE EUROPE PUISSANCE

LA VISION DU CERCLE ORION POUR L'EUROPE DU XXI^e SIÈCLE

MAI 2022



PARIS - LONDRES - BRUXELLES - LUXEMBOURG

Rapport

CERCLE ORION

Club de réflexion politique et d'influence indépendant

Le Cercle Orion est un club *politique* et d'influence indépendant, laboratoire d'idées de référence, visant à promouvoir l'engagement de la jeune génération, fondé en janvier 2017 par Alexandre MANCINO.

Son but est de prendre part au débat intellectuel et de contribuer à la compréhension des enjeux et transformations du XXIe siècle pour agir et être source de propositions pour le monde de demain. Il s'articule autour d'évènements de très haute qualité avec des personnalités du monde politique, économique ou intellectuel ainsi qu'à travers des contributions d'experts sur les sujets de société.

Les activités du Cercle visent à éclairer les décideurs publics et privés confrontés aux enjeux contemporains.

À travers l'ensemble de ses activités – *réflexions, propositions, publications, lobbying & influence, accompagnement de start-ups, évaluation des politiques publiques, participation citoyenne et expérimentation* – le Cercle Orion joue un rôle d'acteur du débat démocratique.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.cercleorion.com



Pour une Europe puissance

La vision du Cercle Orion pour l'Europe du XXIe siècle

Rapport rédigé par

**Aymeric DELON, Léa SCHÜLER-ALLAL,
Charles COURBET et François HOEHLINGER**

Table des matières

Introduction.....	5
L'Europe a résolument un modèle à proposer au monde, mais celui-ci s'efface par impuissance naïve ...	5
L'Europe doit adopter le langage de l'identité et de la puissance non seulement pour inspirer, mais d'abord pour subsister face aux géants du monde.....	6
PARTIE I – Pour une Europe citoyenneté	8
1. Aujourd'hui, une Europe démocratique mais dont le fonctionnement est ignoré, voire vilipendé .	8
2. Mieux informer les citoyens des compétences et du fonctionnement de l'UE	8
3. Mieux impliquer les citoyens dans l'élaboration des normes et des initiatives européennes	9
4. Mieux converger nos politiques quand nous agissons pragmatiquement mieux ensemble.....	10
Partie II – Pour une Europe identité	11
1. Aujourd'hui, une identité peu affirmée et une jeunesse inégalitaire face à la promesse européenne.....	11
2. Défendre une identité ancrée, riche de notre passé et de nos diversités	11
3. Approfondir l'intégration de nos jeunes dans l'identité européenne	12
4. Promouvoir une véritable culture européenne	13
Partie III – Pour une Europe compétitivité	15
1. Aujourd'hui, une Europe du marché commun très abouti mais "herbivore"	15
2. Concevoir une économie innovante grâce aux synergies européennes.....	16
3. Défendre une politique européenne garante de nos intérêts stratégiques	17
4. Construire une économie européenne aux défis des transitions d'avenir	18
Partie IV – Pour une Europe unité.....	19
1. Une Europe qui n'arrive qu'imparfaitement à répondre aux défis à ses frontières.....	19
2. Protéger nos frontières extérieures pour assurer la sécurité de nos libertés intérieures	19
3. Assumer une autonomie stratégique diplomatique et de défense face à un monde incertain ...	20
4. Défendre des relations multilatérales et de développement privilégiées avec les pions économiques de demain	21
Contact.....	22

Introduction

L'Europe a résolument un modèle à proposer au monde, mais celui-ci s'efface par impuissance naïve

“Européen : celui qui a la nostalgie de l'Europe” écrivait Milan KUNDERA dans *L'Art du roman* en 1986. L'Europe est comme une odyssee culturelle, innervée de l'héritage dual d'Athènes et de Jérusalem, selon Léon CHESTOV. L'Europe porte un idéal, celui de s'ancrer dans un passé riche qui nous a conduit à défendre le triomphe de la liberté et du droit, dans un esprit d'ouverture et d'avenir qui structure le *modus vivendi* européen pavé par la “voie romaine” (Rémi BRAGUE). À l'aune de ce capital culturel si florissant, de cette civilisation ancrée sans être fermée, l'Europe peut jouir d'un rayonnement universel majeur alors que le modèle américain, pour reprendre la thèse de Jérémy RIFKIN dans *Le Rêve européen - Ou comment l'Europe se substitue peu à peu à l'Amérique dans notre imaginaire*, n'a plus de sens aujourd'hui, entre insoutenabilité de nos modes de vie et perte de repères anthropologique.

L'Europe porte ainsi le véritable contre-récit à un idéal américain en crise, s'opposant aux narratifs sino-russes qui font prévaloir le primat de l'autorité sur l'épanouissement politique, économique et culturel de chacun. Néanmoins, l'Europe a fait face à une cavalcade de crises internes et externes - une situation de “polycrises” pour reprendre le mot de l'ancien président de la Commission européenne Jean-Claude JUNCKER : crise migratoire, Brexit, COVID-19, guerre en Ukraine ... L'Union européenne, premier marché du monde, n'a su s'affirmer comme une véritable puissance, équilibrant le duopole sino-américain, et cela même sur son fondement politique (voire idéologique) : l'économie.

Le monde “post-historique” de la paix perpétuelle de KANT, du doux commerce de MONTESQUIEU, de la fin de l'Histoire de FUKUYAMA a innervé l'esprit de la construction européenne depuis plus de trente ans : le primat des lois du marchés et des droits de l'homme, dans un monde structuré par le commerce et les libertés. Or, la guerre en Ukraine a été comme le dernier rappel brutal que l'interconnexion mondiale, qui s'est construit au détriment de la puissance productive d'une Europe qui s'est désindustrialisée par souci d'économie, n'est pas sans danger. Face aux livraisons de masques, et même en énergies fossiles désormais, des comportements nationaux non-coopératifs au sein d'une Europe supposée être *“une union sans cesse plus étroite”* (Jean MONNET) se sont même réveillés.

Les attributs de la puissance se sont modernisés, complexifiés mais semblent, systématiquement, bien trop peu dans la main des Européens. L'Union européenne (UE) s'est constitué comme un “géant normatif” qui est en panne d'innovation : comme le dit une formule devenue usuelle, *“les États-Unis ont les GAFAM, la Chine les BATX, l'UE le RGPD”*. La guerre à nos portes rappelle à l'ordre un continent considéré aujourd'hui comme *“fils de Vénus”* selon les mots de Robert KAGAN. L'Europe pâtit des dividendes du désarmement pour la paix (Thomas GOMART), alors que certains se reposent sur le parapluie otanien dont on ne peut être (et de moins en moins) certain de sa concrétude. Une véritable “paix désarmante” (Chantal DELSOL). Mais la *pax mercatoria* est trop belle. Alors que la Chine dispose d'une puissance planificatrice qui lui permet, avec pragmatisme (et sans libertés), de répondre à un programme clair de puissance, l'Europe doit-elle se résoudre à son déclin progressif dans ce nouvel ordre du monde ?

Au Cercle Orion, nous pensons que non. Résolument non. Mais cela implique de repenser profondément le récit quasi anthropologique de l'être européen qui structure la pensée des institutions européennes. L'UE est aujourd'hui fondé sur deux principes qui sont, *a minima*, incomplets : les lois du marché et les droits de l'homme. Une doctrine néo-libérale sur l'économie, notamment avec le principe de concurrence absolue, associé à la consécration des droits fondamentaux, par l'intégration de la Charte des droits fondamentaux de l'UE porté au même rang juridique que les traités européens en 2007. Or, cela s'inscrit de plus en plus dans une logique de *“catéchisme multiculturel”* (Jean-Eric SCHOETTL), incarné notamment par le récent manuel de bien-pensance malvenu de la commissaire maltaise à l'égalité Helena DALLI. La promesse de Francis FUKUYAMA a été rattrapé par les alertes d'Alexandre SOLJENITSYNE. Les fractures culturelles nous divisent déjà.

Le projet béat de l'Europe du marché et du droit est donc aujourd'hui trop naïf, complètement désuet. Si nous ne nions pas l'importance d'une Union avec un marché commun et une protection des libertés et droits fondamentaux, le Cercle Orion veut une Europe plus offensive, protectrice et qui affirme son identité. L'Europe doit inspirer, l'Europe doit s'imposer. Mais cela suppose une volonté politique ambitieuse et résolue, rapidement. Car pour citer Frédéric ENCEL (Les voies de la puissance), *“prétendre que l'UE n'aurait pas les moyens de devenir une [voire la] grande puissance globale relève simplement du contre-sens [...]. Au fond, il conviendrait d'inverser la question et se demander plutôt ce qui manque à l'UE pour incarner une puissance globale, si ce n'est la volonté !”*.

L'Europe doit adopter le langage de l'identité et de la puissance non seulement pour inspirer, mais d'abord pour subsister face aux géants du monde

Le Cercle Orion, *think-tank* engagé pour construire ensemble une France puissance selon une ligne de droite libérale et républicaine, a donc décidé de mener une initiative appelée “Initiative Europe puissance” à l'heure de la guerre en Ukraine afin de proposer une vision stratégique et des recommandations pour renforcer la résilience et la puissance de l'Europe. Car nous croyons résolument que la constitution d'une Europe stratège est nécessaire pour garantir efficacement et durablement une France puissance. Nous pensons que l'Europe puissance que nous appelons de nos vœux doit se renouveler sur quatre aspects :

- *une Europe dont la citoyenneté est davantage affirmée* pour plus de confiance entre les Européens et leurs institutions ;
- *une Europe qui affirme plus clairement son identité* pour être davantage ancrée dans ses héritages avec ses diversités ;
- *une Europe intelligemment compétitive*, qui améliore le pouvoir d'achat des Européens mais aussi innove et se protège pour constituer une industrie leader dans le monde ;
- *une Europe plus unie face aux défis du monde* avec une géopolitique plus cohérente et moins naïve.

Alors que les institutions européennes sont méconnues, voire méprisées, par un grand nombre de citoyens qui accusent la technocratie de Bruxelles d'être liquidatrice des intérêts et héritages des peuples européens, le renforcement de la puissance européenne implique un projet de confiance entre citoyens et institutions. Sans confiance, aucun projet d'avenir n'est durable. Mieux informer les citoyens sur le fonctionnement des institutions européennes est donc une première nécessité : l'ignorance est le meilleur carburant de la défiance. Ensuite, dans un environnement de renforcement de l'aspiration des citoyens à participer à la prise de décision, nous défendons une meilleure intégration populaire dans le processus décisionnel de normes qui structurent notre mode de vie collectif. Enfin, l'Europe sera puissance si elle est plus efficace : à vingt-sept, l'UE de l'unanimité est condamnée à des blocages, alors que le parfum du temps inspire à une agilité permanente. Une union avec un noyau dur peut nous permettre de construire plus loin ensemble, avec néanmoins un souci constant de ne pas attenter aux souverainetés nationales.

Aujourd'hui, le projet européen s'est construit en rupture avec le passé, dans une certaine fuite en avant “post-moderne”. Or, l'identité européenne qui nous fait civilisation est belle de son histoire patrimoniale immense mais aussi de sa diversité : c'est une force unique qu'il convient de faire fructifier. L'Europe a toujours été ouverte à l'autre, tout en affirmant ses repères historiques. L'Europe ne doit pas renier son identité civilisationnelle profonde, en renforçant son volet culturel par sa jeunesse. L'intégration des jeunes, avec un Erasmus élargi, est fondamental pour distiller la conscience d'un ancrage et d'un destin communs. L'Europe puissance doit être incarnée, ancrée, pour ne pas nier les traditions et représentations structurelles, historiques des peuples.

Le projet économique de l'Europe est au fondement de la construction européenne, portée par la définition d'une durable *pax mercatoria*. Mais l'Union européenne s'est trop préoccupée de concurrence pure et parfaite au détriment de la garantie de nos capacités industrielles pour être résilient face aux crises. Les dernières années ont mis en lumière le retard industriel d'une Europe qui a préféré délocaliser sa production, pariant sur une consommation alimentée sans encombre par le continu commerce international. Face aux défis économiques d'avenir (comme le numérique et l'innovation verte) et aux nécessités de réduire nos vulnérabilités stratégiques,

L'Europe se doit d'être stratège économiquement pour assurer la réalité de sa puissance. La politique économique européenne doit ainsi promouvoir l'innovation, sans tabou quant aux aides d'Etat, pour une économie au service des Européens et des transitions.

Projet de paix, l'Europe connaît à nouveau à ses portes le "tragique de l'Histoire". Alors que le parapluie américain se détourne de l'Europe pour le Pacifique et que le dialogue se fait désormais entre géants, la France sera puissance si sa voix est portée par l'ensemble de l'Europe (le fameux "levier" gaullien). C'est donc en cohérence, par le dialogue et la mutualisation, que la géopolitique européenne doit se construire. Sans nier les intérêts nationaux. Par plus de sécurité face à l'immigration et au terrorisme. En coopérant ensemble sur le terrain et dans l'innovation de défense. Au profit de partenariats stratégiques clefs et durables, menés en Européens, avec notamment l'Afrique et l'Indo-Pacifique, dans une optique de développement économique durable et d'un multilatéralisme respectueux du droit international.

Véritable communauté de destin ancrée dans les racines pluri-millénaires, construction unique par son rayonnement, sa diversité et sa créativité, l'Europe se doit de mieux parler le langage de la civilisation et de la puissance pour une union qui démultiplie le rang de la France dans le monde et la protection de nos intérêts collectifs. Pour reprendre le titre du dernier essai de la spécialiste des questions européennes Nicole GNOSETTO, "*l'Europe, changer ... ou périr*".

Aymeric DELON

S'ils n'ont pu prendre part à la rédaction finale de ce rapport en raison de contraintes professionnelles ou personnelles, nous tenons à remercier Noël DALUS, Florian VERGNAUD et Stéphane NUETSHA pour leur présence fidèle et leurs analyses riches lors des réunions préparatoires de ce rapport conclusif de l'Initiative Europe puissance.

PARTIE I – Pour une Europe citoyenneté

Une participation active, ensemble, dans la politique européenne avec des institutions plus proches

La citoyenneté européenne est un acquis communautaire. Or, à part pour ses bénéficiaires en matière de libre circulation, celle-ci demeure peu incarnée pour les Européens. À l'heure d'une demande de démocratie plus participative et vue l'intensité des normes décidées à l'échelon de l'UE, l'Europe doit se démocratiser, impliquant plus de pédagogie et d'inclusion. À la suite de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, il convient de réfléchir à une organisation qui concilie efficacité pragmatique et respect des peuples et traditions, en défendant une Europe à plusieurs vitesses. (Léa SCHÜLER-ALLAL, Charles COURBET et Aymeric DELON)

1. Aujourd'hui, une Europe démocratique mais dont le fonctionnement est ignoré, voire vilipendé

Depuis une vingtaine d'années, l'intégration européenne est de plus en plus critiquée pour son «déficit démocratique». D'une part, l'absence de participation citoyenne est marquante puisque depuis la mise en place des élections au suffrage universel pour le Parlement européen en 1979, le taux d'abstention aux élections européennes augmente (à l'exception de 2019 qui a connu une hausse à mettre en lien avec la montée de l'euroscpticisme). D'autre part, il s'explique par un fonctionnement semblant complexe et inaccessible ainsi qu'un manque de connaissances claires et objectives sur le fonctionnement des institutions, compréhensibles par tout un chacun.

En février 2000, le texte adopté lors de la Conférence des représentants des gouvernements des États membres note qu'elle « reconnaît la nécessité d'améliorer et d'assurer en permanence la légitimité démocratique et la transparence de l'Union et de ses institutions, afin de les rapprocher des citoyens des États membres ». Aussi, les traités successifs ont cherché à renforcer la légitimité du projet européen. Les traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice ont renforcé les pouvoirs du Parlement en matière de désignation et de contrôle de la Commission et en élargissant successivement le champ d'application de la procédure de codécision. Le traité de Lisbonne a renforcé les pouvoirs du Parlement européen en matière législative et budgétaire. Il lui permet d'exercer un contrôle politique plus efficace sur la Commission européenne par la désignation du président de la Commission et il cherche à améliorer la participation des citoyens à la vie démocratique de l'UE par un droit d'initiative citoyenne et en reconnaissant l'importance du dialogue entre les institutions et la société civile.

Néanmoins, si les traités européens renforcent la légitimité démocratique de l'Union Européenne, ils ne pourront répondre, seuls, au déficit démocratique. Tout le paradoxe se cristallise dans une Europe qui est fondamentalement un objet démocratique, mais donc le fonctionnement pratique l'est de moins en moins.

2. Mieux informer les citoyens des compétences et du fonctionnement de l'UE

L'absence d'uniformité des Européens n'est que le symptôme d'un mal plus profond. L'Union européenne ne fait plus rêver et est considérée comme bouc-émissaire des maux des citoyens. Elle est considérée comme déconnectée et trop technocratique par des citoyens qui ne voient quasiment plus que les directives émises de Bruxelles comme des décisions prises par des politiques enfermés dans leur bureau.

Tout le paradoxe réside dans l'excédent d'information sur les sujets européens, avec des données disponibles de partout à tout moment à l'ère du numérique (via *Internet*, les structures « Europe Direct », les « Centres de documentation européenne » dans les universités par exemple) mais un déficit de connaissance des citoyens. En effet, malgré le foisonnement des structures d'information

Pour une Europe puissance - La vision du Cercle Orion pour l'Europe du XXI^e siècle
sur l'Europe, 80% des Français s'estiment encore mal informés.

Vaincre l'appréhension à l'égard de l'Europe

Aujourd'hui, l'Union Européenne provoque une certaine défiance de la part de ses citoyens, avec un sentiment de plus en plus important que la technocratie l'emporterait sur la démocratie. Aussi, nous pensons qu'une dose bien moins importante d'informations, mais transmise avec bien plus de pédagogie aura des effets multiplicateurs sur la compréhension des enjeux européens et sur le rôle que les citoyens entendront jouer à leur échelle. Si le sujet est bien présent dans les manuels scolaires depuis 2006, nous pensons que le sujet reste traité de manière bien trop théorique et qu'il est nécessaire d'aller plus loin. Aussi, l'instauration service civique européen pour chaque jeune pendant un semestre dans un autre pays de l'UE aurait pour vocation de familiariser les citoyens avec les réalités européennes plus concrètement.

Favoriser l'appropriation des sujets européens

Paradoxalement, plus le Parlement européen - symbole de la démocratie représentative européenne - voit ses prérogatives renforcées, plus le taux de participation aux élections européennes chute. L'Europe souffre réellement d'un manque d'appropriation et non d'un déficit démocratique : les citoyens expriment un sentiment d'impuissance, comme s'ils n'étaient pas en mesure de peser sur le processus de décision européen. Aussi nous préconisons le développement de consultations citoyennes civiles portant sur des thèmes différents et ouvert sur la contradiction pour la modeler à leur image.

Lutter contre la désinformation

L'explosion des pratiques de désinformation représente une réelle menace pour l'Europe. Elle entrave la confiance dans les institutions et fragilise la démocratie. Aussi, une réponse juridique s'impose pour la contrer le plus rapidement possible. Ceci pourrait passer par une confiscation des revenus publicitaires générés par les sites de désinformation, par la création d'une entité de lutte contre la désinformation avec des forces européennes communes et par une législation européenne bien plus sévère à ce sujet.

3. Mieux impliquer les citoyens dans l'élaboration des normes et des initiatives européennes

Afin de rapprocher les citoyens de l'Union européenne vis-à-vis des institutions communautaires, et en faire ainsi véritablement des « citoyens européens », il convient de mieux les impliquer dans l'élaboration des normes et des initiatives européennes. Si des procédures de consultation publique existent déjà, en amont de la préparation de normes de l'exécutif européen, le grand public en est bien souvent très éloigné et ignore largement les débats précédant le vote de règlements ou directives pouvant pourtant avoir un impact sur leurs vies ou leurs activités.

De nouvelles manières d'impliquer les citoyens des divers pays membres de l'Union pourraient être imaginées, inspirées notamment de la démocratie dite participative : la Conférence sur l'avenir de l'Europe, qui s'est conclue ce 09 mai 2022, a été un exemple encourageant et stimulant en ce sens. La sélection au tirage au sort de citoyens européens appelés à s'exprimer sur les discussions préalables est une possibilité, même si des défis liés notamment à la technicité de certains sujets voire à la compréhension mutuelle des échanges entre citoyens de divers pays peuvent être rencontrés. La Convention citoyenne pour le climat, organisée en France sous le premier quinquennat d'Emmanuel Macron par le Conseil économique, social et environnemental (CESE) peut également servir d'inspiration en ce sens, même si certains commentateurs ont déploré le manque de retombées politiques concrètes aux débats des citoyens convoqués. C'est là un défaut auquel il convient de répondre si on souhaite éviter que la démocratisation des débats

soit vaine et perçue comme telle.

4. Mieux converger nos politiques quand nous agissons pragmatiquement mieux ensemble

Les compétences européennes en matière de politiques publiques sont réparties selon plusieurs statuts (compétences exclusives de l'Union, partagées, d'appui, de coordination et exclusives des Etats-membres). La concrétisation du marché unique européen a ainsi conduit la politique de concurrence et commerciale à être de la compétence exclusive des Etats membres. En outre, certains sujets requièrent un vote du Conseil à l'unanimité, d'autres (la plupart) la majorité qualifiée voire la majorité simple.

Une Europe plus efficace impose une réduction progressive de l'hypothèse d'unanimité requise du Conseil, jusqu'à ce jour imposée aux sujets suivants : fiscalité ; sécurité sociale ; adhésion d'un nouvel Etat ; coopération policière ; politique étrangère, de sécurité et de défense commune (PESC et PSDC). L'unanimité traduit les vestiges de la méthode intergouvernementale par rapport à la méthode communautaire, dont la progression dresse un horizon fédéral.

Le président de la République, en ce 09 mai 2022 dans le contexte de la guerre en Ukraine, a proposé une révision des traités pour intégrer la PESC, y compris la PSDC, dans la liste des matières relevant du vote à la majorité qualifiée. Cette hypothèse paraît intéressante, mais d'autres réformes apparaissent devoir être menées en amont (cf. partie IV).

Dans ce même discours, le président de la République a mentionné l'idée de cercles concentriques intra- et même extra-UE pour discrétiser l'intégration politique selon les convergences de vues, sans exclure. L'idée de construire des espaces à plusieurs vitesses — d'une entité "cœur", où la coopération en matière de sécurité et la convergence notamment socio-fiscale peuvent être approfondies, à une communauté politique européenne au-delà de l'UE, pour rassembler des pays aspirant à intégrer l'UE (Ukraine, Géorgie, Moldavie, Balkans occidentaux) mais aussi d'autres voulant densifier leurs liens avec l'UE (Royaume-Uni post-Brexit, ou encore Suisse, Liechtenstein, Islande, Norvège qui participe à l'espace Schengen) – apparaît une solution pragmatique d'efficacité politique, en garantissant un accès relativement ouvert à chacun des espaces, qui permet une intégration respectueuse du choix des peuples et des réalités et relations géostratégiques.

Partie II – Pour une Europe identité

Une identité européenne ancrée et ouverte, portée par les jeunes d'Europe

L'UE a du mal à définir une identité européenne. Or, un projet culturel et civilisationnel européen doit être défendue pour mieux incarner et ancrer l'identité des Européens. Une civilisation fière de ses héritages, défenseuse de sa diversité, honorant ses valeurs : ouverture, démocratie, multilatéralisme. La jeunesse est au cœur de la construction d'une conscience européenne : Erasmus est l'instrument le plus emblématique en ce sens d'une Europe "auberge espagnole". Toutefois, tous les jeunes n'y ont accès, prolongeant les fractures sociales dans l'attitude face à l'Europe. C'est donc un projet plus intégrateur des jeunes, avec une culture européenne plus affirmée ("Si je refaisais l'Europe, je commencerai par la culture" disait Jean MONNET), qui doit être défendue. (François HOEHLINGER, Charles COURBET et Aymeric DELON)

1. Aujourd'hui, une identité peu affirmée et une jeunesse inégalitaire face à la promesse européenne

L'UE s'est construite dans une certaine mesure à rebours de la notion d'identité. Un exemple parlant est celui de la monnaie unique, vecteur le plus connu de l'intégration politique européenne. En effet, les billets d'euro ne reflètent pas des figures européennes, des lieux européens, des fragments d'Histoire européens, mais des ponts, de surcroît fictifs. L'idée de ne pas incarner, et surtout ancrer dans le passé, l'Europe s'explique par un refus du passé belliqueux qui a ensanglanté et exploré le Vieux continent. Mais l'Europe ne peut persister que si elle recrée un narratif positif, ouvert mais culturellement définie.

Si on a longtemps pensé, notamment lors de l'élaboration du programme Erasmus, que la jeunesse était l'avenir de l'Europe, et que les plus jeunes, nés dans le cadre d'une Europe unie et prospère, étaient appelés à soutenir massivement la construction européenne, il faut aujourd'hui nuancer fortement cette vision. En France, par exemple, les jeunes électeurs se sont prononcés massivement pour les candidatures de Marine LE PEN et de Jean-Luc MÉLENCHON, connus tous les deux pour leurs positions eurosceptiques, lors de l'élection présidentielle de 2017 comme celle de 2022.

En réalité, la jeunesse semble ainsi bien plus divisée sur la question européenne que ce que les partisans d'une Union toujours plus intégrée pouvaient espérer. Il faut dire que tous les jeunes n'ont pas eu accès à l'immersion dans une autre culture européenne, ce que permet notamment le programme Erasmus, pour une minorité d'étudiants. Il peut être plus difficile pour ces jeunes, non sensibilisés à la vie dans un autre pays membre de l'Union, de concevoir la vie démocratique et politique autrement que dans un cadre strictement national. Il serait ainsi intéressant de démocratiser les programmes tels que Erasmus afin de les systématiser, autant que possible, auprès des étudiants voire des lycéens des différents pays membres. Si la généralisation d'un semestre ou d'une année dans un autre pays membre, auprès d'une génération entière de lycéens et d'étudiants, peut poser des défis d'ordre financier ou logistique, elle pourrait aussi renforcer fortement le sentiment d'appartenance à une communauté européenne pour des millions de jeunes supplémentaires.

2. Défendre une identité ancrée, riche de notre passé et de nos diversités

La devise de l'Europe est « Unie dans la diversité » et traduit parfaitement le défi auquel doit répondre l'Union européenne : rassembler des États et leurs populations au sein d'une communauté non seulement économique mais aussi politique, alors qu'elle n'est pas – et ne sera sans doute jamais – une nation, contrairement à d'autres communautés politiques, comme les États-Unis. Cette diversité de cultures, de langues, de sentiments nationaux, est une faiblesse de l'Union européenne. Elle est aussi sa force. Elle pose un immense défi : construire une

communauté qui parvient à débattre et prendre des décisions communes et consensuelles, afin de parler d'une seule voix sur la scène internationale – un défi unique et qui se construit sous l'œil des autres grandes puissances mondiales. Son succès, ou non, sera sans nul doute l'un des grands enjeux géostratégiques du XXI^e siècle.

Pour cela, il est vain de vouloir remplacer les cultures et identités nationales par une culture et une identité européenne unique. Mais de la même manière que la citoyenneté européenne se superpose et enrichit, depuis le traité de Maastricht, la citoyenneté nationale, le sentiment européen peut s'ajouter au sentiment d'appartenance nationale. C'est bien-sûr déjà le cas pour des millions d'Européens à travers le continent mais c'est un sentiment qui reste à construire pour des millions d'autres. On a vu avec le Brexit qu'il ne suffit pas pour un État d'être membre de l'Union pendant des décennies pour qu'une majorité de ses citoyens ressente un fort attachement à la construction européenne. Si la systématisation de programmes tels qu'Erasmus peut contribuer, sur le long terme, à favoriser ce sentiment d'appartenance européen, comme discuté précédemment, d'autres solutions, plus institutionnelles, peuvent être imaginées pour se nourrir de la diversité. Un accent plus fort mis dans l'apprentissage des langues étrangères européennes, en particulier autres que l'anglais, est une piste. L'accroissement des liens entre régions frontalières, avec mise en avant des cultures locales qui transcendent les frontières des États, représente une autre opportunité de cultiver cette richesse culturelle européenne.

3. Approfondir l'intégration de nos jeunes dans l'identité européenne

L'idée de l'identité européenne a toujours transcendé nos peuples et permis le transfert de savoir. Si par le passé, ces transferts de savoir ont souvent été motivés par des restrictions religieuses ou politiques, ces transferts sont aujourd'hui motivés par l'excellence des universités existantes partout sur le territoire, mais également par la puissance des centres de recherches (CERN, CNRS, Paris-Saclay, TUM).

Forger le sentiment européen est un processus plus complexe et ambivalent, si on le compare au sentiment nationaliste. Et ce chemin commence bien tôt dans l'inconscient collectif : le sentiment national (Marc BLOCH), avec la ferveur nationale, le drapeau, la patrie, autant de symboles qui se comprennent de manière claire et concise.

Mais le sentiment européen est une pensée alchimique, une conscience supranationale, un supplément d'âme qui doit se nourrir tôt ou demeure évanescent.

Dès le Conseil Européen de 1984, les pères d'une Europe des peuples ont généralisé Erasmus, projet porté par Sofia CORRADI, afin de permettre des semestres d'échanges entre les universités européennes.

La qualité du tissu européen en matière universitaire, qu'il soit pour de la recherche ou de l'administration, permet un véritable échange équivalent, et de créer une véritable dynamique d'expatriation bénéfique pour des marches, jusqu'à la, trop localisés. En effet, en moyenne 15% des universitaires qui passent plus d'une année à l'étranger décident de commencer leur carrière par une expatriation.

Cette pratique possède de nombreux bénéfices que nous nous devons de soutenir afin de favoriser la perpétuation d'un sentiment mais surtout d'un attachement à l'Europe et ses valeurs :

- Le syncrétisme idéologique et technologique, permettant d'accélérer la recherche et la création de nouvelles entreprises. En moyenne, 30% des start-ups ont une équipe dirigeante pluri-nationale. Il en va de même dans les laboratoires de recherche.
- Le syncrétisme territorial, qui permet de favoriser l'émergence d'entreprises plus structurées et définitivement tournées vers l'international, sortant donc d'un giron national très souvent attaqué par des entreprises internationales.
- Les couples internationaux, fruits de rencontres permettant la création de famille résolument internationale et portant en leur sein une fibre européenne forte.

Et ce qui faisait exception il y a près de 40 ans doit désormais se systématiser, et ce, à toutes les étapes de la vie, de la petite section de maternelle jusqu'aux études supérieures, dans lesquelles des règles plus élargies se doivent d'exister afin de faire bénéficier aux jeunes générations :

- Intégration d'échanges culturels systématiques dès la maternelle, à hauteur de 3 jours par mois
- Intégration d'une 3e langue européenne dès la grande section de maternelle
- Création d'une bourse "jeune en difficulté" pour permettre un échange obligatoire de 6 mois lors des études supérieures dans un pays étranger
- Prime aux crédits ECTS pour des études dans des pays européens plus éloignés (Lettonie, Finlande, Estonie)

Par cette découverte, ce cheminement vers une compréhension plus large du sentiment européen et du besoin d'ouverture, nous formerons des jeunes fières du sentiment européen qu'elles portent, parfois mieux que certains nationalismes galopants (MONNET).

4. Promouvoir une véritable culture européenne

Le sentiment européen, cette furieuse énergie d'appartenir à un groupe d'humains pourtant résolument différents, se traduit par une volonté de partager, de bâtir, sur un socle commun une œuvre plus grande.

Comme le disait Jean MONNET, *"L'Europe se fera dans les crises, et le résultat sera la somme des solutions apportées au cours de ces crises"* : c'est définitivement le principe de *"l'Auberge Espagnole"* si chère à Cédric KLAPISCH.

La culture européenne se base sur un socle millénaire, qui a vu les courants évoluer selon les traditions religieuses, militaires ou politiques. Depuis les bâtisseurs de cathédrales du Haut Moyen-Âge jusqu'aux palais qui jalonnent notre Europe, les courants de pensées, littéraires et artistiques se sont bien vite affranchis des frontières dogmatiques qui leurs étaient imposées, le talent n'attendant pas.

Mais comment donc transcender ce mouvement national en une véritable culture européenne, dans ses différences, ses traditions, mais qui finalement se retrouvent à bien des égards?

Il y a évidemment un schéma intégrateur supra-national qui doit se conduire au niveau des entreprises, cercles et événements qui génèrent des retombées internationales, afin de promouvoir cet incroyable vivre-ensemble culturel.

Nous y voyons plusieurs pistes de réflexions :

- Favoriser l'échange culturel dans le cadre de schémas d'échanges scolaires, universitaires et de recherches poussées par un banque universitaire d'investissement européenne (une "supra" BPI dédiée à l'éducation) délivrant des bourses et autres dotations idoines.
- Création d'un Bauhaus européen pour une consolidation des savoir-faire et des courants de pensées.
- Création d'un pass européen de visites de musées, d'endroits historiques et de lieux d'intérêts
- Extension d'un pass inter-rail incluant les bus de lignes, ferries et mobilités partagées
- Création d'un syndicat européen des métiers du divertissements et du spectacle, favorisant la création de festivals paneuropéens, et de journées de rencontres thématiques
- Exporter ou consolider les grands événements sportifs et culturels à l'échelle européenne, dans le respect de l'environnement (Coupe d'Europe de football, Tour de France, athlétisme)

- Programme d'ambassadeurs européens de la jeunesse, sur le modèle de tirage au sort, travaillant avec un budget dédié sur des projets structurants en lien avec les engagements écologiques de la commission européenne
- Service civique européen
- Concours européen de start-ups et création d'un supra-incubateur

La culture européenne est un joyau à polir et à développer et qui ne demande qu'à s'exprimer pour mieux transcender les frontières actuelles. La question simple, qui est celle de savoir à quoi ressemblera l'Europe dans 50 ans ne trouvera sa réponse que dans notre capacité à nous engager pour les jeunes générations, comme nos pères fondateurs, et tous les Européens convaincus ont pu le faire tout au long du chemin.

Partie III – Pour une Europe compétitivité

Une économie européenne qui unit nos entreprises, stimule l'innovation et protège nos intérêts

L'Europe s'est construite par l'économie, dans l'idée d'unir de manière sans cesse plus étroite les Européens par le marché. Or, l'Europe économique est soumise à deux enjeux globaux qu'elle doit relever si elle ne veut pas se résoudre à un déclassement vertigineux. Le premier, c'est la conflictualité de la géoéconomie contemporaine, qui substitue à l'idéal de doux commerce celui de la guerre commerciale. Le second, ce sont les multiples défis d'avenir qui modifient le paradigme économique : transitions écologique, numérique, démographique. Dès lors, l'Europe doit absolument assurer sa souveraineté industrielle, être davantage offensive et synergique, en relevant par le haut ces enjeux par l'innovation collective. (Aymeric DELON, Léa SCHÜLER-ALLAL et François HOEHLINGER)

1. Aujourd'hui, une Europe du marché commun très abouti mais "herbivore"

En 2022, le marché commun est un marché abouti, qui a connu de nombreuses synergies, rachats, fusions, notamment sur le décile supérieur des entreprises à fort chiffre d'affaires, mais qui tend encore à se stabiliser.

Ce modèle de consolidation "herbivore" s'explique tout d'abord par l'historique qu'ont les Européens de faire la paix en préparant la guerre, une doctrine héritée des années 1950 en rupture de l'atmosphère lorsque la guerre s'est déclarée, et de se mouvoir dans un positionnement moins belliqueux que les doctrines russes ou anglo-saxonnes.

Si unir physiquement les hommes eût été la forme la plus simple sur le papier (Erasmus par exemple), stimuler des zones de coopération économique et des modèles de multilatéralismes mettront du temps à s'activer, ce qui transforme progressivement l'Union Européenne en un supra-état administratif parfois dépourvu de toute cohérence économique.

Une gestion commune des crises (économiques, migratoires, sanitaires), des guerres, des brevets permet d'apparaître comme une version plus unie, les différences de pouvoir d'achat et d'attractivité des territoires, qui demeurent finalement historiques ne saurait donc masquer une réalité qui dure depuis des siècles.

Si la zone euro avait pour objectif d'extirper les pays les plus pauvres du marché, avec un succès tout relatif, elle a surtout rendu certains pays encore plus puissants et riches (Allemagne, France, Pays-Bas) et continue de favoriser l'échange de marchandises contre des hommes.

Or, l'exemple des coopérations entre les pays dominants européens sur les questions industrielles (nucléaire, armement, ferroviaire) fait encore une fois montre d'une incapacité à co-gérer et à avancer en gommant les intérêts nationaux. Si des initiatives comme EADS ont plutôt fonctionné, de nombreuses entreprises se sont quasi éteintes en Europe, profitant à la fois aux Américains mais surtout aux pays autrefois émergents, comme la Chine ou l'Inde, l'exemple d'Arianespace en est un exemple criant.

Parce que l'Europe n'a que peu appris à conquérir, sans en dévoyer ses principes fondateurs, elle perd la célérité demandée, notamment en matière de R&D, mais aussi de PME et de startups, comme en témoignent le "Mittelstand" allemand, ces joyaux cachés qui peinent à faire ce grand saut technologique tant nécessaire pour continuer à produire des produits pertinents sur un marché qui vieillit.

Une régulation plus souple, une capacité à attirer des talents, à bien les rémunérer, à créer des

champions partout en Europe, les abreuver en capital disponible par un système de *shelter taxes*, ce sont des premières pistes de réflexions sur lesquelles les entreprises européennes doivent avancer afin de pouvoir s'aligner avec une compétition mondiale féroce.

À titre d'exemple, ce qui paraît être des "réussites" en Europe en matière de start-ups devenues mastodontes, cela naît tous les jours dans des écosystèmes dérégulés et soutenus par l'Etat et au sein desquels le coût du travail reste définitivement plus faible.

La capacité à créer des employés "plus riches" et plus facilement "possesseurs" d'une partie de leur entreprise crée nécessairement les conditions d'entreprises plus carnivores sur le marché, opérant plus facilement des opérations de consolidation vers des superstructures de tailles viables pour un marché de 400 millions d'habitants, mais surtout capables de concurrencer les géants mondiaux.

Les premiers axes de réflexion d'une telle politique d'agrégation des forces passent par les piliers majeurs, à savoir :

- Une synergie sur les matériaux et produits finis nécessaires à la transition technologiques (Commission Européenne). Nous pouvons citer le projet mené par Northvolt & Volkswagen ou *European Battery Innovation* (PIIEC).
- Une synergie poussée entre les acteurs économiques majeurs afin d'investir plus d'argent dans la R&D. La France n'investit que 2,19% de son budget dans la R&D, ce qui crée nécessairement un retard industriel que les entreprises du CAC 40 doivent rattraper. C'est l'exemple du deuxième consortium de batteries entre BMW & Tesla, inauguré en 2021.
- La création de zones économiques d'exclusions afin de faciliter l'installation et le développement d'entreprises innovantes, proposant des *flat rates taxes* ainsi que des avantages fiscaux aux entrepreneurs et à leurs employés. Ces zones, souvent transfrontalières, permettent une meilleure coopération entre pays, et permettent d'attirer plus de main-d'œuvre qualifiée : c'est l'exemple des pays baltes (Tallinn & Vilnius) ou des zones comme celle de Poznan.

Enfin, la remise à plat du système de rémunération et de participation des salariés au sein des start-ups et des PME. L'utilisation d' "*esop packages*" favorisent la prise d'intérêt dans l'entreprise et donc la capacité de transformer l'approche "*passive income*" des salariés en "*active income*", et transformer une entreprise défensive en entreprise offensive, qui se laisse l'opportunité de devenir un acteur majeur sur la scène internationale.

2. Concevoir une économie innovante grâce aux synergies européennes

Cette économie innovante, compétitive et durable dans le temps ne se fera que par un redécoupage politique permettant tout d'abord les synergies locales et régionales, favorisée par des soutiens économiques des régions et métropoles.

Une hyper-spécialisation, comme le décrivait Adam SMITH, permettra de créer les conditions idéales d'un marché qui se rend compétitif face au dumping des secteurs primaires (pêche, agriculture, matières premières) venus de pays aux vision sociales différentes.

Si la synergie permet de créer la structure interne idéale, permettant une égalité des chances à diplôme équivalent, un protectionnisme sur le marché local permettra de construire une économie résiliente aux turbulences des changements climatiques et sociaux.

Ce protectionnisme aux frontières doit également s'accompagner d'un soutien à la création, à l'innovation conjointe, comme nous le voyons de plus en plus dans les incubateurs et dans les universités trans-nationalismes, et la création d'entreprises, de projets et de start-ups aux équipes multinationales.

En haut de l'échelle également, les besoins de synergies permettront de créer de véritables mastodontes, que ce soit dans les produits finis (Stellantis) mais surtout tout au long de la chaîne

de valeur.

Les grands projets de création d'une batterie européenne ou du réseau européen de bornes de recharges est un marqueur fort de la capacité retrouvée de la Commission européenne et des 27 à œuvrer ensemble, sur un territoire large, à une même échelle, tout en favorisant des synergies supranationales.

L'innovation arrivera donc de la spécialisation des pays et notamment des plus petites économies dans des processus historiques de réindustrialisation, mais également dans les NTIC et la capacité à attirer des flux de capitaux étrangers frais (Portugal, Estonie, Lituanie).

L'innovation viendra également des levées de barrières nationalistes et protectionnistes dans des économies primaires (Pologne, Hongrie) permettant une meilleure répartition des richesses et des capacités à réinvestir.

Afin de favoriser les coopérations et différentes synergies européennes, des prises de décisions stratégiques nous semblent vitales :

- La création d'universités et de centres de recherches organisées directement en collaboration avec les entreprises leaders du secteur afin de générer des pôles de haute technologie et des parcours éducatifs de haut niveau
- Favoriser les systèmes d'incubation européens dans les 100 premières entreprises, en poussant des programmes applicables sur l'ensemble des territoires
- Incentiver les programmes de recherche auprès du tissu économique local des entreprises des pays les moins avancés de la zone européenne

Concevoir une approche large et inclusive force donc à intégrer toutes les parties prenantes, créer des parcours immersif et incluant pour les étudiants et les jeunes travailleurs, faciliter les transferts de connaissances au-delà des frontières (taxes, *incentives*, visas) et l'établissement de super-structures européennes de recherche.

De cela naîtra enfin d'une véritable volonté politique, dénuée de volonté politicienne de réélection ou populiste, qui pourrait se corréliser à des prises de participations dans des entreprises naissantes, sous formes d'associations ou de fonds d'investissements publics-privés, permettant de diluer largement le risque politique de court terme et de favoriser l'émergence de technologies révolutionnaires sur le long terme (IA, *quantum computing*, *deep tech*) en mettant en face des investissements massifs et pas simplement idéologiques.

3. Défendre une politique européenne garante de nos intérêts stratégiques

La donne géopolitique mondiale n'est plus au doux commerce, ce que démontre par exemple la guerre commerciale continue entre Chine et Etats-Unis. Sans aller jusqu'à plaider pour le protectionnisme, le libre-échange a perdu de son aura dans un paradigme global où l'économie a re-cédé le pas à la politique. Dès lors, la législation européenne en matière d'économie, que ce soit en termes de concurrence ou de commerce, a perdu de sa pertinence. Alors que la crise sanitaire puis la guerre en Ukraine s'accompagnent d'un approfondissement de la régionalisation économique, l'UE doit adopter des politiques qui garantissent ses intérêts stratégiques.

A ce titre, on peut citer le récent *European Chips Act* présenté par Thierry BRETON qui fixe un objectif ambitieux : que l'Europe redevienne le leader mondial dans la production de semi-conducteurs, composants-cœurs de tous nos systèmes électroniques, avec un investissement massif de 11 milliards d'euros d'ici à 2030. L'Europe a l'intelligence des compétences pour être un leader global sur les technologies et bien d'autres biens économiques. La crise sanitaire souligne l'intérêt majeur pour l'UE de réaliser un exhaustif catalogue des biens pour lesquels notre système de consommation et de production a et aura impérativement besoin, et déterminer notre vulnérabilité face à ses biens. Ce travail est le préalable salutaire et nécessaire à l'édiction de plans ambitieux de reconquête industrielle, mais aussi agricole, dans une économie européenne aujourd'hui majoritairement servicielle.

Notre autonomie industrielle doit être un des axes essentiels de la planification européenne sur les dix années (et au-delà) à venir. La donne commerciale mondiale pose la question des aides d'Etats et du soutien aux champions européens. Si le souci d'une concurrence optimale gage de pouvoir d'achat et de diversité aux consommateurs doit rester une priorité de la Commission et des autorités nationales, la Commission doit absolument assouplir sa position en matière de soutien à des mutualisations de moyens et de technologies qui permettront de consolider le leadership européen sur le plus grand nombre de biens. Airbus est ainsi l'exemple de l'acteur européen complet et incontournable.

4. Construire une économie européenne aux défis des transitions d'avenir

Les défis de la transition écologique doivent être relevés en tant qu'Européens, au regard de son coût colossal (8% du PIB européen par an d'ici 2030 pour respecter les cibles de la stratégie *Fit-for-55* de réduction des émissions de gaz à effet de serre). L'union de technologies et de compétences à travers les PIIEC (projets important d'intérêt européen commun) comme avec les batteries électriques est un vecteur essentiel d'accélération de notre réponse collective aux impératifs de la soutenabilité environnementale. La guerre en Ukraine a constitué un levier d'approfondissement des efforts en matière de souveraineté et de transition énergétique avec le programme *RePowerEU* visant tant à diversifier les sources d'approvisionnement énergétique qu'à renforcer le soutien aux énergies renouvelables. Il convient aussi de soutenir l'initiative de création d'un fonds d'investissement vert, piloté par l'Agence européenne de l'innovation, pour réduire la pression sur les finances publiques nationales des investissements verts au regard des externalités (et des nécessités) européennes de tels projets.

Les défis de la transition numérique doivent être identiquement embrassés comme Européens, en prolongeant sur le volet industriel la dimension réglementaire de l'Europe du numérique (réglementation des plateformes et de l'économie digitale). De plus, les défis de la transition démographique doivent aussi être relevés, dans un continent vieillissant, en tirant parti des potentialités de la *silver economy* et de l'économie du *care* en développant des projets visant à réduire la dépendance des personnes âgées (et plus globalement de soutenir une innovation européenne de la santé). Ainsi, par exemple, les investissements du programme Horizon Europe, dans le cadre du Plan européen de lutte contre le cancer, sont à prolonger au regard de ses résultats : la recherche européenne permet de relever par le haut les défis contemporains et de demain.

Partie IV – Pour une Europe unité

Une puissance européenne pacifique mais pas naïve, au profit d'un projet multilatéral à la hauteur du XXIe siècle

L'Europe subit présentement une tectonique des plaques géopolitiques qui la secoue avec force et l'oblige à agir sur plusieurs fronts en parallèle. D'une part, le tragique est brusquement revenu sur le sol européen, avec la guerre en Ukraine et ses conséquences sur la paix à nos frontières, heurtant des pays encore marqués par la négation pendant des décennies de leurs cultures et bien plus récemment par la crise migratoire, véritable comburant de l'euroscpticisme. D'autre part, le centre de gravité de la géopolitique mondiale glisse sûrement de l'Europe vers l'Océan Indien, entre Afrique et Pacifique, dans un "Grand Jeu" où l'Europe, ses intérêts et ses valeurs ne sont que peu représentés. Pour être pérenne dans la donne internationale, l'Europe doit assurément devenir davantage géopolitique (Aymeric DELON)

1. Une Europe qui n'arrive qu'imparfaitement à répondre aux défis à ses frontières

La crise migratoire de 2015 a fait incontestablement partie des multiples crises récentes qui ont bouleversé la confiance dans le projet européen. Des pays méditerranéens fragilisés par des cures d'austérité à la suite de la crise de la dette souveraine se voient terres d'accueil d'un afflux massif de migrants venus du Proche-Orient et d'au-delà, fuyant des théâtres de guerre et des conditions de vie précaires par dizaines de milliers.

Le règlement "Dublin" (version III depuis 2013) pose pour principe qu'un seul pays doit être responsable de l'examen d'une demande d'asile, à savoir le pays par lequel le demandeur est entré pour la première fois sur le territoire de l'UE et, sinon, le pays de résidence d'un membre de la famille. L'objectif de ce dispositif est de dissuader les ressortissants des pays tiers de déposer des demandes multiples ("asylum shopping") dans le seul but de maximiser leurs chances de se voir reconnaître un droit de séjour dans un Etat membre.

Or, la géographie étant têtue, ce sont toujours les mêmes pays qui sont les passerelles des migrants vers l'horizon européen. En résultent deux phénomènes tout aussi dangereux :

- l'afflux massif de migrants dans des pays alors frappés de récession attise les tensions sociales, ce qui s'est traduit par la montée en puissance nette des partis populistes et d'extrême-droite (comme la Lega en Italie, Aube Dorée en Grèce, en Vox en Espagne) ;
- l'afflux massif de migrants dépasse les capacités de gestion de ces pays, les migrants pouvant dès lors aisément passer entre "les mailles du filet" et rejoindre les autres Etats membres, ce qui atteint au droit communautaire de l'asile et de l'immigration, ce qui pose un enjeu de sécurité dans l'espace Schengen.

Si la solidarité d'accueil entre Etats-membres apparaît souhaitable pour conjointement assurer une gestion sage tant de sécurité que d'humanité, le groupe de Visegrad, et particulièrement la Hongrie de Viktor ORBAN, bloque en ce sens. Toutefois, la crise ukrainienne souligne une possibilité inédite d'accueil migratoire, soulignant un véritable sujet (qu'il ne convient pas de balayer à première vue sous quelque prétexte moral) : la qualité de l'accueil selon la proximité culturelle de l'arrivant.

2. Protéger nos frontières extérieures pour assurer la sécurité de nos libertés intérieures

Dès lors, la crise migratoire montre nos faiblesses dans la gestion de nos frontières, ce qui conduit à :

- une montée des populismes euro-sceptiques, nuisant à la cohésion de notre UE ;
- une succession de drames humanitaires en mer, portant un coup à nos valeurs humanistes les plus fondamentales ;
- une inquiétude d'insécurité, à une époque où la garantie de l'ordre public est un attendu impératif des citoyens.

Les premières heures de la crise COVID, avec le retour de l'établissement du contrôle aux frontières intérieures, a été vu comme une crise de l'espace Schengen.

Une meilleure gestion de nos frontières extérieures, au moyen de l'agence Frontex et du mécanisme Eurosur, est donc un enjeu essentiel si l'on veut rassurer les Européens et croire en l'espace de liberté et de sécurité européen. Le pilotage de Frontex doit gagner en clarté, pour être plus réactif et plus prompt aux contrôles parlementaires. Le budget de Frontex, qui a été augmenté de 25% en 2020 et 2021, doit poursuivre sa croissance en effectifs et équipements pour que l'agence de Varsovie puisse soutenir davantage de missions de maîtrise migratoire et d'aide humanitaire, à l'instar des récentes opérations Minerva ou Thétis.

La réforme du règlement "Dublin", initié par le projet de Pacte européen pour l'asile et la migration, doit aboutir. Si les pays doivent accompagner financièrement les pays d'accueil, ceux-ci ne peuvent décemment, au risque de fracturation de l'UE, être les seuls responsables de l'accueil. En renforçant les partenariats d'externalisation, comme avec la Turquie, il doit être rendu systématique : 1) le contrôle de la demande d'accueil dans le pays de transit par une procédure simplifiée et unique dirigé vers un consulat européen ; 2) l'affectation à un Etat-membre européen selon une clef de répartition définie par accord du Conseil, dans l'objectif d'être le plus solidaire possible. C'est par la maîtrise d'un nombre modéré de migrants réparti sur toute l'Europe que la cohésion du continent sera renforcée : une tension migratoire davantage "lissée" pour un accompagnement bien plus humain.

Une solution iconoclaste et intéressante a été proposée par le Prix Nobel d'économie Jean TIROLE : accorder plus de visas aux candidats à l'immigration vers l'Europe, mais en les faisant payer. Ce principe permet tant de maîtriser les flux que de casser les filières de passeurs, inhumaines, en préférant ainsi un transit sécurisé assuré par les agents de Frontex. Parallèlement à cette innovation, il convient de durcir la sanction des entreprises employant des immigrants illégaux pour rendre crédible une telle nouvelle politique européenne d'accueil.

3. Assumer une autonomie stratégique diplomatique et de défense face à un monde incertain

"Fin de la fin de l'Histoire", l'invasion par la Russie de POUTINE de l'Ukraine a réveillé la conscience géopolitique de l'UE, après déjà de premières inquiétudes s'agissant de menaces d'autres voisins comme la Turquie (pourtant membre de l'OTAN!). Si les critiques sur l'OTAN de Donald TRUMP ont poussé certains Etats à s'enquérir d'un renforcement de la défense européenne par crainte de voir disparaître le "parapluie américain", l'arrivée au pouvoir de Joe BIDEN a rassuré. Toutefois, le retour de la guerre, dans un monde où les Etats-Unis sont concentrés sur leur rivalité systémique avec la Chine, conduit l'Europe à engager une réflexion et une action conjointes de fond en matière de politique extérieure et de sécurité.

"L'Europe, quel numéro de téléphone?" disait naguère non sans ironie Henry KISSINGER. Aujourd'hui, la politique étrangère européenne est incarnée par la fonction de Haut-Représentant (de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité), en la personne actuellement de Josep BORELL. Pour dépasser certaines critiques en son endroit, il conviendra de désigner à ce poste une personnalité très politique, apte à s'imposer dans la dimension géopolitique comme un pendant au président de la Commission pour les affaires intérieures à l'UE.

L'enjeu du passage de l'unanimité à la majorité qualifiée en matière de politique étrangère et de sécurité est, sans conteste, un pas majeur d'intégration, et est vilipendé par les souverainistes. Avant d'entrer dans ce débat, de nombreuses pistes semblent à explorer pour renforcer notre résilience internationale :

1 - Un renseignement européen renforcé

Les initiatives visant à instituer une culture européenne du renseignement se heurte à un logique davantage nationale, à la rigueur bilatérale, en la matière. Or, une gestion européenne du renseignement permettrait tant de mieux anticiper des conflictualités et représailles étrangères que des menaces, par exemple terroristes, sur notre propre sol continental, avec notamment le concours des services français. L'idée d'un "Five Eyes" de l'UE doit nous rassembler, au-delà des attitudes nationales, pour accroître notre sécurité collective.

2 - Une industrie européenne de défense mieux intégrée

La constitution d'une véritable base industrielle et de technologie de défense européenne (BITDE) doit être un axe majeur de souveraineté et d'innovation européennes. Face à un contexte budgétaire contraint, à la cinétique vélocité des générations d'innovations et aux complémentarités européennes, la consolidation en réseau d'une véritable BITDE permettrait de préserver le *leadership* et les compétences technologies pour assurer l'autonomie militaire et industrielle européennes. La BITD française a une possibilité réelle d'imposer un *momentum* en ce sens.

3 - La mutualisation d'opérations et d'achats

A l'instar de l'initiative *European Corvette*, des pays européens ont intérêt à s'associer pour commander, avec un cahier des charges adaptée à leurs besoins, des équipements de manière mutualisée afin de gagner en compétences (en rassemblant différentes cultures et technologies) et en coût. C'est aussi le gage d'un renforcement de l'interopérabilité des armées, qui peut être très utile en situation d'opérations extérieures conjointes comme les opérations Atalante en mer et Takuba sur terre.

4. Défendre des relations multilatérales et de développement privilégiées avec les poumons économiques de demain

Le XXIe siècle sera l'ère de deux espaces géographiques immenses et contiguës : l'Afrique et l'Indo-Pacifique. Ce basculement du centre de gravité de la donne géopolitique mondiale de l'Atlantique Nord vers l'Océan Indien ne doit pas constituer pour autant le clap de fin de l'influence européenne dans les relations internationales. L'Europe, par son Histoire millénaire, sa diversité culturelle et ses valeurs humanistes et démocratiques, doit garder une voix multilatérale et forte dans le monde de demain.

Or, l'Afrique et l'Indo-Pacifique sont aujourd'hui le théâtre d'un "Grand Jeu" où l'Europe est fortement peu présente face à la Chine et à la Russie notamment. Si la France est incontestablement la puissance de l'UE la plus présente dans ces zones, pour des raisons historiques et stratégiques, le désaveu de l'accord AUKUS fait à Paris fragilise même les liens avec le géant et "grand frère" états-unien, de plus en plus présent dans l'espace Pacifique.

Dès lors, si elle veut continuer à préserver ses intérêts stratégiques d'une part et influencer par ses valeurs et sa culture d'autre part, l'Europe n'a d'autre choix que de définir une vision stratégique de contre-influence face à la Chine et à la Russie notamment. C'est ainsi que l'UE a adopté récemment une telle vision pour l'Afrique et l'Indo-Pacifique, dans la lignée des objectifs de la diplomatie française (UE et France ont fait de même s'agissant de l'espace Arctique, autre zone à enjeux géopolitiques croissants...).

L'UE doit être capable de nouer des partenariats économiques et de défense avec des acteurs majeurs de la zone, comme l'Inde, l'Indonésie, l'Australie, l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Egypte ou encore l'Arabie Saoudite. L'UE doit renforcer ses efforts en matière de politique de développement, pour soutenir les initiatives visant à améliorer l'accès aux énergies et à l'eau potable, la construction d'infrastructures de réseau, l'égalité femme-homme et l'émancipation par l'école. La Chine, si elle finance sans contrepartie (par exemple sur la transparence) des projets titanesques d'équipements, enserme les Etats africains dans un véritable "piège de la dette" qui nuit à leur développement pérenne. L'UE doit être capable à répondre aux besoins de ces espaces, pour construire une alternative à l'immense projet chinois des Routes de la soie (*Belt and Road Initiative* - BRI) qui assure les Etats partenaires d'une relation de confiance et d'épanouissement socio-économique réciproque. Espérons que le récent *Global Gateway* soit à la hauteur de ces attentes.

Contact

Notre initiative vous intéresse ? Vous souhaitez obtenir plus d'informations, nous rejoindre, contribuer à nos travaux ? N'hésitez pas à nous contacter.



Courriel : cercleorion@gmail.com